

## Mémoire pour la Commission Bouchard-Taylor

### *Le Soi, l'Autre et le vivre ensemble*

*Par Isabelle Matte*

#### **Biographie**

Après des études de premier cycle en histoire, Isabelle Matte effectue une recherche de maîtrise en anthropologie qui tente de décrire et de comprendre une culture de la jeunesse, la scène musicale *hardcore* montréalaise. C'est lors de cette étude qu'elle développe un intérêt et une expertise pour les phénomènes religieux contemporains, auxquels elle assimile, comme rites de passage à l'âge adulte, le sens premier de cette culture musicale de la jeunesse. La distance entre la culture religieuse de ces jeunes adultes et celle de leurs parents la pousse à entreprendre des recherches doctorales auprès de ces derniers sur la manière dont ils ont vécu le passage du catholicisme traditionnel à des quêtes de sens individualistes et consuméristes.

Aussi, sa connaissance personnelle de l'Irlande, où elle a effectué de longs séjours qui se sont mués en terrains ethnologiques, sert de matériau de base à la thèse qu'elle rédige actuellement : Il existe une correspondance dans l'expérience du passage à l'âge adulte chez les jeunes Irlandais d'aujourd'hui et celle des Québécois qui sont passés à l'âge adulte lors des années 1960. L'auteure établit des liens entre le processus de sécularisation de la Révolution tranquille et celui qui se joue actuellement dans L'Irlande du *Celtic Tiger*. Elle montre comment l'expérience de ces transformations précipitées marque la culture des jeunes adultes qui vivent ces périodes effervescentes de rapides mutations sociales, en même temps que la manière dont la culture de la jeunesse et l'idéologie du progrès marquent leur société respective en profondeur. Mme. Matte déposera sa thèse à l'Université Laval au cours de la prochaine année.

## Introduction

Je m'appelle Isabelle Matte. J'ai 36 ans. J'habite Québec pour le moment, mais je suis originaire de St-Joseph-de-Beauce, où mes parents ont tous deux trouvé du travail comme enseignants au secondaire à la fin des années 60. Bien que je n'y vive plus depuis l'âge de 17 ans, âge où beaucoup de jeunes des régions les quittent pour étudier en ville, je m'y sens toujours chez moi. C'est le lieu de mon enfance, de mon adolescence et j'y reste attachée comme un lieu privilégié de ma mémoire. Je suis l'aînée de mes deux frères, Antoine, 33 ans et Jean-Philippe, 29 ans. Si je ne me retenais pas, je vous parlerais de ma filleule Adèle, de mon neveu Léon, de mes belles-sœurs, de mes tantes, oncles, grands-mères, grands-pères, cousines, cousins, et même de mes grandes tantes et de mes arrière-grands-mères. Mais, comme il n'est pas de mise dans le monde moderne de se présenter ainsi, c'est-à-dire par rapport aux autres membres de sa famille, de son clan, je vais me présenter comme il se doit, en présentant mon «cheminement personnel», comme on dit désormais.

J'ai pas mal voyagé. Après un cégep en sciences humaines, je suis partie sac au dos burlinguer en Europe. J'ai toujours eu le goût de l'aventure, de l'exploration et de la découverte. Des autres et, par les autres, de moi-même. J'ai passé, de façon sporadique, plus de trois ans en Europe, dont une et demie en Irlande et une en Normandie. Ces éloignements prolongés m'aident à regarder le Québec avec une certaine distance. À mon retour d'Irlande en 1994, j'ai entrepris des études en histoire, puis en anthropologie. Mais je n'ai pas été qu'étudiante : j'ai, entre autres choses, vendu des bébelles sur les marchés aux puces, j'ai travaillé pour une chaîne de télévision, j'ai été sur le BS, j'ai enseigné l'anthropologie au cégep, j'ai travaillé dans une usine de poisson, j'ai livré le Voir au centre-ville de Montréal, j'ai été serveuse et, actuellement, j'ai une charge de cours à l'Université Laval. J'ai appris autant dans ces diverses activités que sur les bancs de l'école. Aussi, pour avoir été mariée avec un Français pendant 7 ans, j'ai développé, à son contact et à celui de plusieurs amis vivant au Québec mais étant nés ailleurs, une certaine idée de ce que veut dire l'exil.

Ce mémoire est le produit d'une réflexion de longue haleine qui est en lien direct avec les études doctorales que je mène. Bien que cette réflexion ne soit pas achevée et probablement ne le sera jamais, j'en livre ici quelques parcelles, en tentant de cerner de qui m'apparaît le plus important et pertinent. Il s'agit d'une réflexion sur ce qui me semble être le fondement des questions qui sont soulevées dans le cadre de cette commission, soit le vivre ensemble. Ces réflexions vont peut-être sembler générales. Je crois qu'elle doivent quand même êtres

abordées, car elles sont peut-être le point de départ d'une réflexion plus particulière sur la question des accommodements raisonnables. Comme la commission est déjà en marche depuis un moment, beaucoup de choses ont été dites. Ce mémoire rejoint pour l'essentiel celui de Jacques Grand'Maison présenté à Saint-Jérôme. Aussi, certains des propos entendus jusqu'à maintenant ont contribué à ma propre réflexion.

### **Le vivre ensemble**

Les questions sous-jacentes à une réflexion sur le vivre ensemble ont à prendre en compte quelles sont les parties de cet ensemble. Il est donc important d'avoir une idée sur ce qui constitue ces parties afin de pouvoir réfléchir à la façon dont elles peuvent composer un ensemble. Dans le cadre de la société québécoise, il est possible de concevoir les citoyens du Québec comme autant de parties de cet ensemble. Il est aussi possible de concevoir les groupes culturels peuplant le Québec comme d'autres formes de parties de ce même ensemble. En réalité, dans ce grand ensemble, les citoyens se conçoivent souvent eux-mêmes comme appartenant à un groupe culturel particulier. Même s'ils ne se conçoivent pas eux-mêmes comme appartenant à un groupe culturel (ce qui est rare), d'autres citoyens les perçoivent ainsi. Ces citoyens et ces communautés évoluent dans cet ensemble complexe qu'est la société québécoise, à la fois état moderne et province d'une fédération. Les choses sont de moins en moins simples.

Dans l'élaboration de ce vivre ensemble, il est possible de faire abstraction du concept d'appartenance culturelle qui, dans ce cas, est relégué à ce qu'on appelle la sphère privée. Les choses se corsent de nouveau ici car il est parfois difficile de tracer une ligne définitive entre l'espace public et l'espace privé. Mais cette vision citoyenne du vivre ensemble comporte l'avantage de poser tous les individus membres de cette société comme des citoyens égaux sans référer à leur appartenance culturelle et religieuse. La réalité est par contre plus complexe. Les gens ne vivent pas ensemble sur la simple base de la citoyenneté qui, au fond, reste un concept abstrait auquel on réfère peu dans la vie quotidienne. Même s'il reste essentiel, voire fondamental dans la constitution des états modernes, le citoyen est à l'état ce que l'individu est à l'humanité : un être libre, ayant des droits et une dignité conférée par ce statut (individu dans l'humanité ou citoyen dans l'état), mais cela reste abstrait le plus souvent. Autrement dit, une fois reconnu comme citoyen et individu, qu'a-t-on dit de cette personne? Pas grand-chose. Là est mon questionnement principal. Les rapports humains se bâtissent sur un ensemble de perceptions, de rencontres, de non-rencontres, de malentendus,

de respect, etc. mais il reste que, dans ces échanges, on cherche à savoir qui est l'autre, en même temps qu'à se faire connaître de lui. Pour ce faire, les concepts de civisme et de citoyenneté, essentiels dans les sociétés modernes, restent insuffisants. Pour bien vivre ensemble, il faut se connaître un peu. Au-delà de la reconnaissance égalitariste du statut juridique et politique de chaque citoyen, il me semble que d'autres formes de reconnaissances sont essentielles au vivre ensemble.

Je n'ai toutefois pas de solution toute prête sur les formes que cette connaissance, ou reconnaissance, devrait prendre. Ce que j'entends par contre dans ce débat, c'est la grande sensibilité du groupe culturel majoritaire sur cette question des accommodements raisonnables qui, de toute évidence, soulève une inquiétude plus profonde que des tracasseries juridiques. Il ne s'agit pas ici de justifier une attitude raciste ou xénophobe, mais de comprendre, à travers la répétition de cette inquiétude, ce qui sous-tend ce discours. Mon analyse est que cette inquiétude origine du sentiment d'amoindrissement culturel vis-à-vis ce groupe qu'on appelait autrefois les Canadiens-français qui, pendant longtemps, n'ont pas contrôlé les leviers économiques et politiques sur le territoire du Québec où ils étaient pourtant largement majoritaires. Cette réalité sociologique a existé depuis la conquête britannique, peu importe ce qu'on pense de celle-ci. Une image de Soi de ce groupe culturel s'est construite sur la base de cette réalité et a été véhiculée et transmise au fil des générations, se formant surtout au contact de ces «Autres», cette minorité dominante britannique, anglophone et protestante. Dire cela n'empêche pas les choses de changer ou d'évoluer aujourd'hui. Aussi, cela n'enlève pas les auras de noblesse, d'héroïsme ou de témérité que l'on aime conférer à ceux qui nous ont précédés. Simplement, cela nous fait prendre en compte un aspect important de notre histoire collective qui, souvent, teinte aussi notre histoire personnelle. Pour faire image, je citerai ici un extrait de Fernand Dumont tiré de l'introduction de sa *Genèse de la société québécoise*:

*«D'une certaine façon, l'usine faisait partie de ma paroisse au même titre que l'église. Mes parents, mes oncles y travaillaient; ils en causaient de la même manière qu'en d'autres endroits les paysans parlaient de la terre et des labours. Pourtant, pas plus que la liturgie du dimanche, l'usine n'était la réplique de la paroisse. Du gérant aux chefs de services, les patrons étaient anglophones; ils habitaient un plateau qui dominait le village, dans des maisons d'un style différent des nôtres; ils fréquentaient une petite église protestante dont nous n'approchions jamais. Pas plus que nous n'aurions osé adresser la parole à leurs grandes filles blondes, aperçues de loin, interdites aux*

*adolescents indigènes. Les contremaîtres étaient de notre paroisse, il est vrai; leur petit prestige leur venait plus de leur fonction d'interprète que de leur compétence technique. Dans la localité, parler l'anglais était considéré comme le comble du savoir, presque l'accès à la métaphysique. Nos parents ne manquaient pas de nous le rappeler.»*

Bien que cette citation soit tirée d'un exemple des années 30, la transmission de cette image d'un Soi collectif canadien-français minorisé n'a pas pris fin subitement avec l'accélération réformatrice de la Révolution tranquille. Ce n'est pas le genre de chose qui disparaît sans laisser de trace. Il faut du temps, de la lucidité et de la volonté pour transformer cette perception. Pour moi, l'idée maîtresse pour aller de l'avant est qu'il reste impératif d'assumer entièrement ce que l'on est. Pour avancer, il faut regarder d'où on vient et assumer son passé; il faut le digérer, non pas le cacher. Il ne s'agit pas d'entretenir une vieille rancune envers «les Anglais», le groupe minoritaire qui a dominé la politique et l'économie pendant longtemps, mais de percevoir que cette réalité a bel et bien existé, d'expliquer et d'exposer les raisons qui ont fait qu'il en a été ainsi. Autrement dit, pour «en revenir», comme il est souvent suggéré de le faire, il faut d'abord voir les choses telles qu'elles sont. On ne peut pas revenir de quelque chose qu'on ne reconnaît pas, ou qu'on ne sait pas. C'est tant mieux si beaucoup de gens, surtout des jeunes, ne sentent plus cette réalité historique pour eux-mêmes, c'est bien un signe que les perceptions changent. Mais il ne faut pas oublier que c'est souvent les gens pour qui les choses vont bien qui ont la parole ou le pouvoir. On n'a parfois qu'à se balader dans d'autres quartiers que le sien, dans d'autres régions aussi, pour avoir une perception bien différente du Québec. J'ai simplement déménagé du quartier St-Jean-Baptiste au quartier St-Sauveur de Québec cette année pour me retrouver subitement dans un autre univers. On a parfois l'impression que le fait de la minorisation historique des Québécois francophones est un aspect que l'on veut cacher sous les réussites actuelles du Cirque du Soleil ou de l'industrie du cinéma qui, bien qu'elles soient certainement la preuve d'accomplissements individuels et collectifs, n'empêchent en rien la lutte politique qui s'est jouée pour en arriver là. On pourrait même dire que la distance entre la situation de la génération dont Dumont parle et celle d'aujourd'hui magnifie les réussites actuelles. Enfin, ce que je veux dire ici, c'est qu'on ne fait pas disparaître une réalité sociologique qui a duré 200 ans en quelques années de croissance. Les mentalités se transmettent et, même si les gens ont en partie la liberté de choisir leur vie, il reste que les parents des jeunes adultes d'aujourd'hui sont pour la plupart issus de la première génération d'une classe moyenne francophone.

Cela dit, je crois que, dans les commentaires sur les «Autres», sur les immigrants et leurs habitudes différentes, ce n'est pas tant d'«Eux» dont il est question, mais bien d'un «Nous» que l'on tente de dire, de façon parfois maladroite, parfois brillante, parfois mesquine, parfois drôle, mais j'ai l'impression souvent d'un discours d'affirmation. Comment pourrait-il en être autrement? Cette image collective d'un Soi un peu malmené au fil des générations ressort de multiples façons, que ce soit en tentant de la cacher, de l'améliorer ou de l'affirmer.

Mais ce «Nous» a selon moi une autre origine culturelle que le seul fait de la minorisation. Je crois qu'il tient aussi de la particularité de l'Église Catholique, qui a joué un rôle fondamental dans la constitution de la société québécoise, encore une fois que cela nous plaise ou non. Le Catholicisme a un aspect holiste et englobant très fort. Longtemps il a véhiculé l'idée qu'en dehors de son sein il n'y avait point de salut. Comme son influence était primordiale jusqu'à tout récemment, il semble logique que cette perception des choses laisse des traces dans la perception qu'un groupe a de lui-même et ce, malgré la disparition des curés comme gardiens de la «nation» canadienne-française. En comparaison avec les confessions protestantes, qui proposent une approche communautariste dans laquelle les normes et le pouvoir se jouent au niveau plus local de la communauté, approche qui a, selon moi, influencé la vision multiculturaliste du Canada, l'Église Catholique propose une vision du pouvoir beaucoup plus hiérarchisée qui englobe les fidèles d'une manière transcendante et totalisante. D'un autre côté, les traditions protestantes privilégient une relation individuelle à Dieu, ce qui insuffle certainement une autre vision de la relation au monde et à l'autorité. Connaître les traditions religieuses, même lorsque celles-ci ne sont plus aussi influentes, peut nous faire comprendre le présent, la manière de penser et la culture des gens, car c'est une des influences les plus importantes dans l'élaboration des sociétés.

### **Culture catholique, pédagogie et transmission : un retour vers Soi**

On a parfois l'impression en Occident, au Québec particulièrement, que le Christianisme est une plaie, une tare qu'il faut éliminer, cacher, camoufler, à nos propres yeux et aux yeux des autres, ceux qui n'ont pas de racines à l'intérieur de cette religion. Le problème avec ce malaise c'est qu'il empêche les jeunes de connaître la culture religieuse de leurs grands-parents et de leurs ancêtres plus lointains, ce qui bloque d'une certaine façon un plein accès à soi-même. J'approuve évidemment, avec la grande majorité de mes concitoyens, la séparation de l'Église et de l'État. Mais les modèles de laïcité diffèrent selon les contextes et, au Québec, on sort à peine d'un contexte où l'Église prenait quasiment toute la place. On ne peut pas

espérer que nous aurons un modèle de laïcité à la française en l'espace de 50 ans. Et de toute façon, est-ce vraiment souhaitable? Le système scolaire propose en ce moment un enseignement religieux ou moral, au choix, et la majorité des gens optent toujours pour l'enseignement religieux. Même s'ils ne sont pas pratiquants, les Québécois semblent être toujours attachés à certains aspects de la religion traditionnelle. D'ailleurs, plusieurs sondages ont démontré au fil des années que les parents souhaitaient garder l'enseignement religieux dans les écoles. Le Ministère de l'Éducation a tout de même décidé d'introduire un nouveau programme obligatoire dans les écoles du Québec à partir de l'an prochain : Éthique et culture religieuse. Il y a longtemps pourtant que les programmes d'enseignement religieux n'ont plus pour mandat la transmission de la foi. Dans le nouveau programme qui sera lancé en 2008, les écoliers apprendront les grandes traditions religieuses du monde, ce qui est sûrement une bonne chose. Le Christianisme en fera partie évidemment, et y occupera apparemment une place prépondérante du fait de son importance ici. Comment toutefois un enseignant peut-il parler de religion à des enfants lorsqu'il ressent lui-même un malaise face à cette question? Il ne faut pas se cacher que rares seront les étudiants qui auront des professeurs bien formés pour parler de ces sujets délicats et fondamentaux. Aussi, une des questions qui alimentent ma présente réflexion est : qui, au bout du compte, décide ce qui est approprié pour un peuple? Pourquoi changer quelque chose quand cette chose semble convenir à la majorité? Peut-être y'a-t-il une élite qui, même minoritaire, pèse plus lourd et a plus d'influence? C'est parfois ce dont on a l'impression. Avec le nouveau programme, par exemple, il n'y a plus de choix : les athées tout comme les croyants d'une religion particulière verront leurs enfants apprendre les grandes traditions religieuses. Personnellement, étant anthropologue, je trouve cette approche intéressante. Mais en même temps, je pense qu'il est important, dans un domaine qui propose de comparer différentes visions du monde, d'avoir de solides bases sur ses propres croyances, sur sa propre vision du monde afin que la comparaison soit possible et il me semble que ce ne sera pas le cas ici. Déjà, apprendre et comprendre une seule tradition religieuse reste un défi de taille qui prend plusieurs années. Je vois mal comment on va réussir le défi d'en enseigner plusieurs sans tomber dans l'anecdotique. Tant qu'à faire, et là je vais «prêcher pour ma paroisse», si c'est la notion de relativisme culturel que l'on veut inculquer aux enfants, pourquoi ne pas y aller franchement en instaurant des cours d'anthropologie? L'anthropologie culturelle est le lieu par excellence pour réfléchir à l'Altérité, à l'Autre et, par le fait même, à Soi. C'est la discipline la plus appropriée afin de développer un regard non ethnocentrique et exercer un certain relativisme culturel. Il est étonnant que personne au Ministère de

l'Éducation n'ait encore pensé à faire appel à cette expertise pourtant si pertinente dans le monde d'aujourd'hui...

Ceci m'amène à un autre point de ma réflexion, qui porte sur l'enseignement et la manie de la pédagogie au Québec. Je respecte cette discipline, j'en ai moi-même bénéficié lors d'un programme court de pédagogie de l'enseignement supérieur à l'UQAM. J'ai alors appris beaucoup sur le renouveau pédagogique. J'ai aussi appris qu'il n'y avait pas beaucoup de place pour la dissidence au cœur de la discipline et que, quand il y en avait, elle était regardée non pas avec suspicion, mais avec une sorte de condescendance bienveillante : c'est que nous n'avions pas encore compris LA voie de l'avenir. En fait, il est paradoxal, pour un modèle qui propose que l'individu devienne le centre de son propre apprentissage, de constater la fermeture face à une autre vision que celle proposée dans la récente réforme scolaire. En fait, le tourbillon des réformes de l'enseignement depuis les années 60 au Québec nous plonge dans un débat idéologique. C'est au fond ni plus ni moins que deux visions du monde qui s'opposent ici, soit une modernité ancrée dans une tradition versus une modernité délaissant complètement les bases traditionnelles. Dans le domaine de l'éducation, cela se traduit par un enseignement basé sur les contenus et les savoirs transmis, versus un enseignement basé sur l'apprentissage par compétences dont le responsable est l'apprenant lui-même. Le problème ici n'est pas que deux visions s'affrontent, mais que l'une d'elles soit érigée en absolu et que l'autre soit presque suspectée d'attardement mental. L'autre problème est qu'il semble qu'il n'y ait pratiquement pas de tenants de la première vision chez les décideurs, alors que c'est loin d'être le cas dans la population en général. J'en reviens encore ici à la question : qui décide?

D'un autre côté, travaillant depuis plusieurs années sur le rejet du Catholicisme par la génération du baby-boom au Québec, je commence à mieux comprendre les raisons qui font en sorte que la vision d'une modernité rejetant toutes bases traditionnelles ait autant d'adeptes dans les hautes sphères du gouvernement québécois (dont la plupart des ministères ont d'ailleurs été constitués à cette époque par des gens luttant contre le cléricisme). Je crois qu'il s'est développé une sorte d'allergie au concept d'autorité depuis les années 60, qui est beaucoup associée à l'«écoeurite aiguë» que les gens ont eue face au pouvoir de l'Église. Dans le cadre de mes recherches actuelles, je fais des entrevues à ce sujet avec des gens qui ont vécu une «enfance à l'eau bénite», pour reprendre les termes de Denise Bombardier, et qui ont délaissé l'Église lorsqu'ils étaient jeunes adultes. Ce sont en quelque sorte l'ampleur et

l'importance de ce délestage social et le cri de liberté poussé par cette génération qui teintent, je pense, cette idéologie anti-autoritaire omniprésente. Je ne vais certainement pas être mal avenante et critiquer ce que j'aurais moi-même fait à cette époque. Il reste quand même que ce rejet de l'autorité que personnifiait l'Église fait en sorte que celle-ci est devenue probablement le grand tabou du Québec. Ce tabou traîne aussi dans son sillage les notions de transmission et de tradition. En fait, c'est comme si les seuls mots d'ordre possibles au Québec étaient nouveauté et innovation, qui sont, au fond, l'envers de tradition et transmission. Cela se fait sentir dans plusieurs domaines, dont entre autres les arts et la création, l'agriculture ou l'éducation.

Justement, pour en revenir à l'éducation et au nouveau programme d'Éthique et de culture religieuse qui entre en vigueur en septembre 2008. Je veux redire encore que, sous les bonnes intentions d'ouverture aux grandes traditions religieuses, je reste sceptique devant le défi de faire apparaître aux enfants le sens profond de ces grandes traditions en quelques heures par année avec des enseignants dont, pour la plupart, ce ne sera pas la spécialité. Je pense que l'apprentissage de sa propre tradition religieuse serait plus approprié, ne serait-ce que pour pouvoir plus tard se rebeller contre elle avec des arguments fondés! Après tout, n'est-ce pas le sens même de notre civilisation gréco-romaine et judéo-chrétienne que de se rebeller contre la tradition? La plupart des gens qui m'entourent sont passés à travers un système scolaire qui faisait, au choix, soit l'éducation religieuse, soit l'éducation morale. Très peu sont devenus pratiquants, et la plupart ont relégué le Catholicisme à des événements particuliers de la vie (fêtes, mariages, baptêmes, décès). Beaucoup ont greffé à leur système de pensée d'autres idées et croyances apprises au fil des années et des expériences de vie. Ils ont toutefois gardé en tête certaines notions qui font en sorte qu'ils connaissent un peu la tradition religieuse de laquelle ils sont issus et ce, indépendamment de ce que leur parents leur en ont dit. Ces connaissances semblent maintenant ne plus être partagées par tous. Il y a quelques années, alors que j'enseignais dans un cégep montréalais, des étudiants québécois «de souche» me demandaient ce qu'était Pâques. Visiblement, ils n'en connaissaient ni l'origine, ni la signification. Personnellement, je considère cette situation comme problématique. C'est ce que Jacques Grand'Maison a appelé la déculturation. Peut-on imaginer un Marocain qui n'aurait pas de notion du Ramadan ou un Indien qui ne saurait pas ce qu'est la réincarnation?... L'éducation religieuse chrétienne n'est plus sous le signe du prosélytisme depuis le milieu des années 60 au Québec. En quoi alors n'est-il plus approprié de transmettre un savoir qui constitue une des bases de notre civilisation? En particulier de la société

québécoise? Parce que certains ne partagent pas ce patrimoine par la naissance? Ils le partagent certainement du fait qu'ils sont à l'intérieur de ce système scolaire commun. L'introduction à d'autres systèmes philosophiques et religieux reste une bonne idée. Mais, je le redis, pour pratiquer un véritable relativisme culturel, il faut avoir un point de vue duquel regarder, un point de départ, et ce point de départ, au Québec, c'est le Catholicisme. Sinon, on tombe dans un relativisme absolu où tout est un peu flou et tout se vaut : Jésus, Mahomet et Raël deviennent équivalents. Est-ce bien ce qu'on veut? Autrement dit, il est tout à fait approprié dans le monde d'aujourd'hui de promouvoir le relativisme culturel comme concept et valeur à développer chez les jeunes. Toutefois, pour la constitution d'un jugement juste pour la comparaison, il faut aussi connaître sa propre base, celle à partir de laquelle on va regarder le monde.

Le fond de ma pensée est qu'il est important de réhabiliter la notion de transmission en éducation, comme dans les autres domaines. Cela permettrait, par le fait même, de lever le voile sur le tabou de l'autorité et de s'en faire une alliée plutôt qu'une ennemie. De toute façon, même si l'autorité est une notion évacuée dans l'idéologie du renouveau pédagogique, à peu près tout le monde est d'accord pour dire que, le plus souvent, les enseignants respectés sont ceux qui usent de façon sensée de cette autorité. Qu'un professeur s'adapte aux personnalités spécifiques de chaque étudiant est une absurdité. C'est pourquoi le contraire est important. Cela relève de la logique élémentaire. Les nombreux enseignants en *burn-out* pourraient en témoigner. Mais le concept d'autorité n'est pas utile simplement pour huiler une bonne mécanique de l'enseignement : il l'est aussi pour soutenir le concept de transmission.

Nous réagissons et nous apprenons lorsque nous sommes touchés. Pour ma part, j'ai eu le bonheur d'être l'étudiante de personnes formidables pendant mes études. Certains professeurs m'ont influencée au point de m'en voir transformée : Bill Kinahan et la liberté par la philosophie au cégep Ste-Foy, Christiane Vachon et la poésie de Nelligan à la polyvalente Veilleux, Sylvie Poirier et l'anthropologie religieuse, Bernard Arcand et la pensée de Lévi-Strauss, Gerry McNulty et ses fabuleuses histoires de terrain chez les Innus et les Saamis, Michael Elbaz et le marquage du désespoir, ces derniers tous professeurs d'anthropologie à l'université Laval. Ce qui s'est passé dans toutes ces salles de classes relève de la transmission. La transmission est comme un feu qui se passe d'une main à l'autre, d'un cœur à l'autre, d'un esprit à l'autre. Lorsqu'on a la chance d'avoir des gens de qualité devant soi, des gens qui sont habités, qui ont envie de communiquer ce qu'ils sont, qui sont animés par

leur propre vie, par leur passion, qui est rarement la pédagogie en soi mais bien ce qu'ils ont choisi d'enseigner, c'est à cette condition seulement qu'on écoute et qu'on comprend des choses. Aussi, cela n'implique pas que les interactions soient à sens unique.

On a voulu faire des écoliers et des étudiants des «apprenants» dont la connaissance devait émaner d'eux-mêmes. Dans cette vision des choses, le professeur n'est autre chose qu'une sorte de guide plus ou moins utile selon les cas. Je pense qu'il doit en être autrement. Le professeur comme figure d'autorité dans un domaine particulier a un rôle important à jouer dans la transmission des connaissances et de l'apprentissage chez les étudiants. Ce qui ne veut pas dire que l'esprit critique ne s'aiguïsera pas. Il faut être vraiment déconnecté du milieu de l'enseignement pour s'imaginer que les étudiants, peu importe le niveau, sont des éponges qui absorbent tout ce que disent les professeurs sans filtrer l'information, sans analyser les contenus. Il faut revenir à une conception des professeurs comme courroies de transmission de leur passion, de leur être, de leurs compétences. Ce qui n'empêche en rien une pédagogie ouverte, différente des vieux modèles et à l'affût de nouveauté. Mais il me semble qu'on ne change pas un système qui a fait ses preuves depuis toujours, celui fondé sur la transmission des savoirs d'une génération à l'autre, sur la base que quelques récentes études spécialisées.

«Le Québec est un laboratoire de la modernité imaginaire et pragmatique» a dit Ségolène Royale lors de son récent passage ici. Je crois que la candidate socialiste a bien saisi l'image du Québec actuelle. Il lui faudrait toutefois y passer quelques années pour découvrir que cette première impression, bien qu'elle ne soit pas fautive, est très incomplète. C'est vrai qu'il y a ici un brassage d'idées et de projets ainsi qu'un dynamisme peu commun, entre autres sur le plan culturel. On mise d'ailleurs beaucoup sur cette veine d'innovation et de créativité effervescente pour projeter une image dynamique du Québec. C'est normal, nous vivons dans un monde qui vénère la jeunesse et la nouveauté, et ce phénomène n'est pas propre au Québec. Mais ce que je constate, c'est que ce passage à la modernité s'est ici fait en apparence, mais qu'il est loin d'être complété dans l'esprit de la population. Malgré des allures très modernes, urbaines, voire «branchées», il reste dans la société québécoise un important fondement traditionaliste que beaucoup ne veulent pas voir, comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse. Je ne vois pas en quoi être près des valeurs plus traditionnelles est négatif en soi. Les valeurs libérales de progrès, de changement, de réalisation de soi peuvent, et peut-être même doivent s'accommoder des valeurs plus traditionnelles. La plupart des gens vivent dans un amalgame de ces valeurs. Il faudrait bientôt se rendre compte de cela dans les

hautes sphères décisionnelles et percevoir ce que la tradition a à nous offrir de bien. Pour cela, il faudrait prendre le temps d'écouter ceux qui sont les porteurs de cette culture. Justement, il se déroule en ce moment une autre commission d'enquête au Québec, celle-là sur le sort des personnes âgées. Elle ne semble toutefois pas susciter beaucoup d'intérêt. Cela en dit long sur le problème général que je tente de soulever : à trop vouloir refouler toute une manière de vivre et de penser issue des générations précédentes, je crois qu'on se fait mal à nous-mêmes. Aussi, malgré le désir de vivre dans une société moderne, une grande partie des immigrants récemment arrivés proviennent de cultures dans lesquelles la transmission reste fondamentale. Peut-être auraient-ils quelque chose à nous (ré)apprendre sur ce plan, si on se donne la peine de les écouter.

Même si les gens portent en général des valeurs et des idées issues de ces deux courants que l'on oppose toujours, soient la tradition (ou le conservatisme) et le libéralisme progressiste, on a l'impression que la population québécoise est scindée en deux camps qui véhiculent l'une ou l'autre de ces deux idéologies : une modernité puisant dans des bases traditionnelles et une modernité qui n'y puise plus, que l'on nomme parfois la postmodernité, ou la modernité avancée. On a aussi l'impression que la seconde vision est portée principalement par une certaine élite progressiste, éduquée et universitaire, des gens qui occupent beaucoup l'espace public et médiatique, alors que la vision moderne-traditionnelle est portée par le plus grand nombre, que l'on nomme parfois «le monde ordinaire» (comme si tout le monde ne l'était pas). Ces gens «ordinaires» (comme s'il existait des gens ordinaires) représentent une population plus nombreuse, issue de la classe ouvrière et des classes moyennes, qui ont l'impression de plus en plus de se faire dire, ou dicter, ce qui est sain et normal pour eux, de même que ce qu'il faut penser pour être un bon citoyen. Personnellement, je sens monter au Québec une sorte de grogne populaire concernant, d'une part, une certaine attitude paternaliste de la part de l'État et, d'autre part, une attitude condescendante, déconnectée ou méprisante vis-à-vis la population de la part d'une grande partie de ceux qui ont la parole dans les différents médias. C'est que la vision progressiste à tout crin qui tente d'englober ou de gommer toutes traces de la vision moderne-traditionnelle ne correspond pas à ce qui constitue la réalité de la majorité des gens. Entre les «niaiseries» de nombreux discours populistes et l'hermétisme élitiste, il doit exister autre chose. Il faudrait, pour une meilleure compréhension de ce qu'est le Québec, tenter de contrer ces dérives.

### **Se propulser en avant : Ouvrir vers les re-co-nnaissances**

Je pense que le message qui est sous-entendu dans de nombreux discours sur les «Autres» et les accommodements raisonnables en ce moment est le suivant : *Nous existons comme peuple à part entière. Nous ne sommes pas un groupe culturel parmi d'autres.*

Le Québec a une histoire nationale et un système étatique qui le pose comme État nation. Il est toutefois enclavé dans une fédération qui ne le reconnaît pas tel qu'il est parce que cela ébranlerait ses propres fondations. Dans le cadre du multiculturalisme canadien, le Québec est une province parmi les autres et les Canadiens-Français, un groupe culturel parmi les autres. Il devient de plus en plus clair que cette vision communautariste héritée du système britannique ne reflète pas ce que veulent les Québécois, ni ce qu'ils sont. Puisqu'il faut constamment répéter ce qui n'est pas entendu, c'est ce discours d'affirmation qui filtre à travers beaucoup de commentaires de cette commission. Bien que ce ne soit pas toujours formulé comme tel, c'est bel et bien la conscience d'un «Nous» qui fait parler les gens dans ce débat, un «Nous» qui est dénié au sein de cette fédération. Et c'est ce «Nous» un peu sur la défensive que l'on tente de dire.

La langue française forme la parenté commune de ce «Nous», de cette nation, mais il y a plus. Il y a un passé commun dont le noyau est d'origine française, certes, mais dans lequel se sont agglomérés, au fil du temps, des gens d'origine diverses qui ont aussi modelé ce noyau commun : Irlandais, Anglais, Allemands, Écossais, Afro-Américains, etc. Ce «Nous» est un peuple qui, comme tous les autres peuples, est en transformation perpétuelle. Il faut donc à la fois reconnaître cette réalité historique, génétique et généalogique, en même temps qu'il faut reconnaître que l'origine de ce peuple est française puisque sans ce noyau primordial qu'a été la Nouvelle France, ce peuple n'existerait pas, et il n'y aurait pas de débat aujourd'hui. Aussi, cette origine française est massivement revendiquée par la population. Toutefois, si l'origine du noyau est française, on doit aussi être conscient que ce noyau n'aurait jamais germé n'eu été de la rencontre avec les nations autochtones qui peuplaient le territoire à l'arrivée des Français. Cette reconnaissance représente peut-être le véritable défi qui se pose à la nation québécoise dans les prochaines années, voire même la psychanalyse collective essentielle pour retrouver le fil de la mémoire. Cela risque d'être douloureux, mais c'est inévitable. Dans la devise de nos amis Français, c'est la dernière partie, la fraternité, qui est trop souvent oubliée.

Tout se joue là au fond, dans un équilibre périlleux entre l'Altérité et le Même, le Soi et l'Autre. La circulation et la fluidité sont de mise entre ces deux états puisqu'ils sont les deux côtés d'une même pièce, d'une même réalité. Il existe une jonction où le Soi et l'Autre se confondent. Que ce soit dans les racines ou dans les feuilles de l'arbre. Autrement dit, nous avons tous à la fois des ancêtres d'origines multiples et des relations avec des gens d'origines multiples dans notre réalité contemporaine. Mais il faut pouvoir se distinguer des Autres pour être conscient de ce Soi, sinon aucune relation n'est possible et la forêt cache l'arbre...

Depuis plusieurs années, je fais un travail de comparaison entre l'Irlande et le Québec. Cette mise en perspective de la situation irlandaise, pays catholique longtemps colonisé par la Grande-Bretagne, m'a fait prendre conscience que cette société est également prise dans un questionnement identitaire. En effet, bien que l'Irlande soit désormais une république (malgré la partition de six comtés de l'Ulster et les conséquences tragiques qui s'en sont suivies), on se demande à l'heure actuelle qu'est-ce c'est qu'être Irlandais. Ce questionnement a pris de l'ampleur depuis que le pays connaît une croissance économique fulgurante qui suscite une immigration qui n'existait pas auparavant. C'est donc encore une fois au contact de l'Autre que les questions du Soi et de la distinction surgissent. Lorsque j'y étais en 2005, le terme populaire pour désigner les immigrants vivant en Irlande était les *non-nationals Irish*. Ce terme était largement utilisé dans les médias et par la population sans que cela semble déranger qui que ce soit, sauf peut-être moi. J'étais étonnée de la désinvolture avec laquelle on utilisait ce terme sans que personne en semble gêné. Je me disais qu'ici, des gens qui désigneraient les immigrants comme étant des Québécois non-nationaux se feraient rentrer dedans en se faisant traiter de racistes. Je suis quand même mal à l'aise avec ce terme. Je ne le trouve pas approprié. Mais il y a peut-être un certain bon sens à dire que les papiers officiels de citoyenneté ne sont pas suffisants pour faire en sorte qu'une personne fasse partie d'une nation particulière, comme ils sont parfois superflus pour se sentir y appartenir. Cela dépend peut-être plus d'une volonté de rencontre que de formalités administratives.

Quand je me suis présentée au début du mémoire, je me suis retenue de ne pas présenter tout mon clan familial, comme le fait encore ma grand-mère maternelle, qui possède une mémoire en réseau qui défie tout ordinateur. L'anthropologue québécois d'origine hollandaise Éric Schwimmer a bien saisi cette façon des Québécois de concevoir la nation comme une famille. J'ajouterais, comme je l'ai mentionné plus haut, que l'Église Catholique a contribué, pour le meilleur et pour le pire et que cela nous plaise ou non, à forger cet esprit. Autrefois

(officiellement avant Vatican II), en dehors du baptême catholique, point de salut! Même si les choses ont changé, ceci est une réalité culturelle qui teinte de façon sous-jacente les perceptions du Soi, de l'Autre et du Nous. Moi je dis, au lieu de se battre contre ce phénomène en essayant de changer les perceptions par le haut, c'est-à-dire en tentant d'instiller à la population LA bonne manière de penser en remuant ciel et terre pour tout rénover, de l'éducation à l'histoire, acceptons cette conception populaire de la nation québécoise comme famille et laissons aux gens la chance d'élaborer eux-mêmes des façons de vivre ensemble. Il m'apparaît plus sage de tenter de tirer le meilleur parti possible de ce qui me semble être une conception bien ancrée que de vouloir la changer à tout prix. Il ne faudrait d'ailleurs pas voir que des tares à cette conception. Un réseau familial reste le plus formidable des intégrateurs en ajoutant constamment des nouveaux membres en son sein. Les alliances sont courantes et nécessaires. Tout le monde a dans sa famille quelqu'un qui n'est pas perçu comme un «pure laine»: un beau-frère haïtien, une blonde japonaise, des cousines américaines, un meilleur ami sénégalais. On le sait, passée la curiosité première, sorte de période de transition où elles passent un peu pour des Martiens au réveillon chez matante Huguette, ces personnes s'intègrent la plupart du temps très bien. Elles deviennent même parfois les chouchous de la famille. Je parle ici de la famille au sens propre comme au sens figuré.

Au fond, l'intégration véritable se bâtit par la base. Elle se fait quotidiennement, au gré des diverses initiatives des gens. Elle se fabrique surtout dans les relations de personne à personne. Il faut laisser le temps qu'il faut. Au XIXe siècle par exemple, des milliers d'Irlandais ont débarqué à Québec fuyant des conditions de vie épouvantables. Bien sûr il y a eu des difficultés et des rivalités avec les habitants d'ici, mais il y a eu aussi accueil, échanges et apprentissages mutuels. Ceux qui sont restés ont appris le français, se sont mariés, ont travaillé, ont bâti le pays, bref, Ils sont devenus Nous, Nous sommes devenus Eux. C'est ce riche amalgame d'influences diverses qui a contribué à créer cette nation québécoise qui se raconte aujourd'hui. Lorsque qu'on aura fini de «s'enfarger avec les fleurs du tapis» des accommodements raisonnables, on pourra peut-être réaliser un peu mieux les richesses particulières des différentes cultures qui forment le Québec, ce qu'elles peuvent nous apprendre et aussi que qu'on peut faire découvrir afin que ces richesses particulières puissent devenir le bien commun et le patrimoine de la nation. Tout ça pour se tricoter un pays avec la laine 100% pure qu'ont filé mes arrière-grands-mères Allemande et Attikamekw...

*Québec et St-Joseph-de-Beauce, Octobre 2007*